



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Hausse de la taxe sur l'immatriculation

La Ville de Québec prend une décision difficile, mais responsable

Québec, le mercredi 11 septembre 2024 - L'Alliance TRANSIT salue la décision de l'administration Marchand de hausser, à l'instar de plusieurs autres villes au Québec, la taxe sur l'immatriculation, une décision difficile, mais responsable, qui s'impose en raison du sous-financement chronique du transport collectif. Alors que certaines sociétés de transport ont été récemment contraintes à annoncer des réductions de services, beaucoup plus devra être fait dans les prochains mois pour se donner un véritable plan de match pour développer systématiquement les services dans toutes les régions du Québec.

Le montant prélevé sur l'immatriculation des automobilistes de Québec, qui n'a pas été indexé depuis 1992, passera donc de 30\$ à 90\$ à partir du 1er janvier 2025. Cette hausse de taxes, dont les sommes sont estimées à 18,4 M\$ par année, servira non seulement à éponger les déficits du Réseau de transport de la Capitale (RTC), mais également à bonifier l'offre de services en transport collectif, notamment en améliorant la desserte des gens qui habitent dans la couronne nord, rétablissant ainsi une certaine équité entre les usagers. Québec emboîte donc le pas à la Communauté métropolitaine de Montréal (qui regroupe 82 municipalités représentant la moitié du Québec), à Gatineau et à Sherbrooke.

«Nous saluons la décision responsable prise par le maire de Québec aujourd'hui. Il faudra que cette hausse de taxe se traduise réellement par une augmentation de l'offre de services, comme annoncé. La population doit avoir une amélioration conséquente des services en transport collectif dans notre capitale nationale», affirme **Samuel Pagé-Plouffe, coordonnateur à l'Alliance TRANSIT.**

« Une hausse de l'immatriculation est actuellement décrétée par des municipalités dans plusieurs régions du Québec, notamment parce que les sources de financement gouvernementales n'ont pas été indexées depuis de nombreuses années. Les municipalités et les citoyens et citoyennes demandent des alternatives pour décongestionner les routes, mais il n'y en a pas, faute de financement. La Ville de Québec fait sa part, c'est au tour du gouvernement du Québec de faire la sienne! », ajoute **Marie-Soleil Gagné, porte-parole de l'Alliance TRANSIT et directrice générale d'Accès transports viables.**

L'Alliance TRANSIT en profite par ailleurs pour appeler le gouvernement à mettre à jour et à bonifier sa cible annuelle du développement des services de transport collectif qui sera incluse au nouveau Plan d'action de la Politique de mobilité durable, attendu d'ici la fin de l'année.

«C'est simple: si le gouvernement veut répondre aux besoins actuels et futurs des Québécois et des Québécoises en matière de mobilité, il doit mettre à jour et bonifier sa cible de développement de l'offre de services de transport collectif, des services qui stagnent depuis 2018 alors que la population continue d'augmenter», conclut **Marc-André Viau, directeur des relations gouvernementales d'Équiterre.**

– 30 –

À propos de TRANSIT

La mission de TRANSIT est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens et de citoyennes d'en bénéficier. Depuis sa création en août 2011, TRANSIT publie des rapports d'analyse et fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici à 2030. L'Alliance TRANSIT regroupe [une cinquantaine d'organisations](#) de divers domaines.

[@AllianceTRANSIT](#)

Renseignements

Samuel Pagé-Plouffe

info@transitquebec.org

514-714-6762